

Initiatives ministérielles

Des voix: D'accord.

[Traduction]

M. Milliken: Je remercie le secrétaire parlementaire d'accepter la motion n° 30.

Dans la motion n° 31, on demande la ventilation des coûts du déploiement des Forces canadiennes à Oka.

J'ai été absent plus tôt cette semaine, mais j'ai remarqué que dans le hansard—de cette semaine, je crois—on donnait une réponse dans laquelle on exposait déjà la ventilation des coûts pour une certaine période. Autrement dit, le gouvernement a les chiffres pour une partie, sinon pour la totalité de la période.

Le secrétaire parlementaire pourrait peut-être s'entretenir avec son collègue, le ministre de la Défense nationale, pour voir si nous ne pourrions pas obtenir ces renseignements supplémentaires, qui ont déjà été fournis dans une réponse donnée dans le hansard. Je demande simplement qu'ils soient déposés à la Chambre sous forme de documents, conformément à la motion n° 31.

[Français]

M. Champagne: Oui, monsieur le Président. Mon honorable collègue sait très bien que nous travaillons sur la question et, dès que nous serons en mesure de répondre à la question, nous le ferons avec plaisir.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LES CRÉDITS

JOUR DÉSIGNÉ (ARTICLE 81)—LE PREMIER MINISTRE

M. Nelson A. Riis (Kamloops) propose:

Que la Chambre affirme que le Premier ministre ne lui inspire plus confiance et lui demande de démissionner et de déclencher immédiatement une élection.

—Monsieur le Président, avant de commencer mes observations, je voudrais simplement dire que, après discussion, les députés ont convenu de scinder leur période habituelle de 20 minutes de discours et de 10 minutes de questions et d'observations, s'ils le désirent. Tout député devrait mentionner au début de son exposé s'il compte procéder ainsi pour que ce soit parfaitement clair pour la personne qui occupe le fauteuil.

Je voudrais dire dès le départ que je compte partager ma période de 20 et de 10 minutes avec la députée de New Westminster—Burnaby.

Aujourd'hui n'a pas été un jour facile pour le caucus du Nouveau Parti démocratique, qui a dressé un bilan de la situation dans laquelle se trouve le Canada en ce deuxième anniversaire de l'élection du gouvernement conservateur, et qui n'a pu que constater la détérioration du pays tout entier. Le gouvernement ayant pratiqué une politique semblable à celle de la terre brûlée qui a causé une véritable hécatombe et entraîné d'incroyables souffrances dans la population, nous avons dû proposer au nom des Canadiens cette motion dans laquelle la Chambre affirme que le premier ministre ne lui inspire plus confiance et lui demande de démissionner et de déclencher immédiatement les élections.

C'est une motion très sérieuse. Je veux dire que le premier ministre a perdu la confiance des Canadiens et que lui et son gouvernement ne sont plus capables de gouverner.

Voici quelques manchettes de journaux que j'ai glanées dans la salle de lecture aujourd'hui. «Les sondages montrent que les conservateurs auraient bien besoin d'un nouveau chef.» «Neuf personnes sur dix croient que la nouvelle taxe devrait être immédiatement réexaminée et la plupart d'entre elles souhaitent son abolition.» «Si le premier ministre reste, la plupart des gens croient que la situation économique s'aggravera.»

Une autre manchette dit que le premier ministre nuit à notre économie et à notre réputation internationale. Une autre signale que le premier ministre a considérablement réduit les budgets des ministères de l'environnement et de la défense. Une autre affirme que le premier ministre n'est pas apte à diriger le pays. Une autre soutient que le pays est pratiquement sans chef. Une autre dit ceci: «Le manque de direction nuit au marché des changes.»

Toutes ces manchette parlent de Margaret Thatcher, au Royaume-Uni, et disent à quel point la situation s'est détériorée et dans quel mépris les habitants de ce pays tiennent maintenant leur premier ministre. Notre pays se trouve malheureusement dans la même situation, aujourd'hui.

Là-bas, beaucoup de ses propres députés et de ses propres ministres demandent à M^{me} Thatcher de démissionner. Dans quelques heures, la Chambre des communes britannique tiendra un débat semblable à celui-ci où elle contestera le droit du premier ministre de rester en fonction au moment où le pays semble privé de direction et où l'économie tout entière est menacée. La population